



MONDE Myanmar : « Quiconque critique Aung San Suu Kyi est suspect » | **B 4**

ÉCONOMIE

Les Québécois sont-ils moins nombreux à préparer leur retraite ? | **B 3**

CULTURE

Parole d'enseigne ! La chronique d'Odile Tremblay. | **B 8**



ÉCONOMIE

Des syndiqués manifestent à Montréal pour dénoncer le lockout à ABI



Quelques centaines de syndiqués ont manifesté devant le siège social d'Hydro-Québec mercredi matin pour défendre les travailleurs de l'Aluminerie de Bécancour qui sont en lockout depuis plus de dix mois. Les manifestants en soutien aux employés d'ABI ont ciblé la société d'État, car l'aluminerie continue d'être exploitée par des cadres en bénéficiant d'un tarif d'électricité préférentiel. « Les forces ne sont pas égales dans ce dossier-là ! » a tonné Alain Croteau, le directeur québécois du Syndicat des Métallurgistes, qui représente les travailleurs d'ABI. « On va demander au gouvernement qu'il interdise ces contrats-là », a-t-il ajouté devant la foule. « On finance l'employeur qui "crisse" les travailleurs et les travailleuses dans la rue, et ça, ça [n'a] pas de bon sens », a lancé dans son discours le président de la FTQ, Daniel Boyer. Cet événement s'est tenu à deux jours de la date butoir fixée par le nouveau ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, qui, au début du mois, a mis sur pied un conseil de médiation en vue d'arriver à une entente d'ici le 30 novembre. Le lockout des 1030 travailleurs avait été décrété le 11 janvier dernier, au lendemain du rejet des offres patronales.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

III EMPLOI

Québec doit agir plus vite contre les changements climatiques, dit le CPQ

Il ne faudrait pas refaire les mêmes erreurs qu'avec la rareté de main-d'œuvre, soutient Yves-Thomas Dorval

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Le Conseil du patronat presse le gouvernement du Québec de montrer moins d'insouciance face au péril des changements climatiques qu'il ne l'a fait par rapport au choc démographique et à la rareté de main-d'œuvre.

Yves-Thomas Dorval garde fraîchement en mémoire le peu d'enthousiasme qu'il soulevait, il y a encore trois ans à peine, lorsqu'il essayait de convaincre le premier ministre québécois Philippe Couillard de doter son gouvernement d'une stratégie nationale pour faire face au problème de rareté de main-d'œuvre. Les démographes prédisaient pourtant depuis des années la crise qui allait s'abattre sur l'économie québécoise. « On avait beau tirer la sonnette d'alarme, personne ne réagissait. M. Couillard nous avait [seulement] répondu : revenez nous voir si vous parvenez à trouver un consensus social pour faire quelque chose », s'est rappelé mercredi le président-directeur général du Conseil du patronat du Québec (CPQ) lors d'une table éditoriale organisée dans les bureaux montréalais du Devoir.

Le gouvernement du Québec n'était pas le seul à ne pas voir « le mur » démographique que le marché du travail s'apprêtait à frapper, précise Yves-Tho-

mas Dorval. « Il y avait une myopie de la part de tout le monde. [...] On repousse toujours les problèmes qui sont à long terme. » C'était vrai pour la rareté de main-d'œuvre, « c'est vrai [aussi aujourd'hui] pour les changements climatiques, où il faudrait qu'on bouge pour ne pas arriver [encore] dans un mur », ajoute-t-il.

Le mur environnemental

Représentant plus de 70 000 employeurs privés ou parapublics de toutes tailles, le CPQ fêtera au mois de janvier son 50^e anniversaire. Dans la nouvelle plateforme économique qu'il s'est donnée récemment, il en appelle à une accélération de la transition vers une économie verte en recourant notamment à une réglementation adaptée ainsi qu'à des taxes et incitatifs fiscaux (écofiscalité).

À ce chapitre, Yves-Thomas Dorval constate que le Québec est encore loin du compte dans sa lutte contre les changements climatiques et que la chose ne semble pas, pour le moment, beaucoup alarmer le nouveau gouvernement qu'il vient de se donner. Le problème, dit-il, vient entre autres du fait que l'appui électoral du gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) est beaucoup venu de la population des régions, pour qui « chaque



Le président-directeur général du Conseil du patronat du Québec, Yves-Thomas Dorval
JACQUES NADEAU
LE DEVOIR

nouvelle initiative en matière environnementale est perçue comme une affaire venant du Plateau Mont-Royal ». Mais comme cela est arrivé dans le cas de la rareté de main-d'œuvre, l'urgence de politiques plus ambitieuses en matière de la lutte contre les changements climatiques finira par s'imposer dans l'opinion publique comme à Québec, pense le représentant des patrons québécois. « La réalité va rattraper les gens. Et comme je le dis sou-

vent : besoin fait loi. »

Le p.-d.g. du CPQ a sensiblement la même analyse en ce qui concerne le nombre d'immigrants que le Québec devrait accueillir chaque année. Favorable à une augmentation de ce nombre pour aider le Québec avec son problème de rareté de main-d'œuvre, il attribue la position contraire du gouvernement de François Legault encore une fois à une base électorale plus craintive face aux immigrants, mais aussi aux anciennes difficultés d'intégration au marché de l'emploi et de régionalisation de l'immigration. « C'était vrai encore récemment », fait valoir Yves-Thomas Dorval. La pression exercée sur les employeurs par la rareté de main-d'œuvre ainsi que la mise en place de meilleurs mécanismes d'amarrage entre les besoins des entreprises et la sélection des immigrants économiques sont en train de corriger la situation. Aussi s'attend-il à ce que le gouvernement de la CAQ commence par réduire le nombre d'immigrants, comme promis, avant de se rendre à l'évidence et de le remonter.

Yves-Thomas Dorval voit aussi arriver rapidement un autre « mur » avec le vieillissement de la population : les coûts de santé et de soins prolongés. « Celui-là s'en vient et il sera gros, très gros », prévient-il.



JOSH EDELSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Les incendies en Californie : 10 milliards

FRANCFORT — Les dommages liés aux récents incendies de forêt en Californie vont coûter plus de 10 milliards de dollars aux assureurs, selon la compagnie allemande Munich Re, qui va en essayer une partie mais qui conserve pour l'heure sa prévision de résultats. Des cabinets d'experts indépendants évaluent le coût des dégâts à une fourchette de 10 à 15 milliards, a déclaré mardi Joachim Wenning, patron du géant de la réassurance, lors d'une rencontre avec la presse à Munich. Dès le 19 novembre, le cabinet américain RMS avait évalué l'impact des deux incendies les plus meurtriers de l'histoire de la Californie à un montant de 9 à 13 milliards, a précisé mercredi l'assureur munichois à l'AFP.

Agence France-Presse

Solide croissance de l'économie américaine

WASHINGTON — Le gouvernement Trump a confirmé mercredi une croissance solide de 3,5 % de l'économie américaine au troisième trimestre en dépit d'une consommation des ménages, traditionnelle locomotive de l'expansion, moins soutenue. « Avec cette seconde estimation, le paysage général de la croissance économique demeure inchangé », a commenté le département du Commerce, soulignant que les hausses des investissements non résidentiels et des stocks des entreprises avaient été effacées par des révisions en baisse de la consommation des ménages et des dépenses des États et des collectivités locales. Elle confirme le ralentissement par rapport au trimestre précédent, qui avait inscrit un plus haut en quatre ans à 4,2 %. Mais elle reste sur un rythme favorable pour satisfaire Donald Trump.

Agence France-Presse

La croissance mondiale a ralenti plus que prévu

WASHINGTON — La croissance mondiale pourrait avoir faibli plus que prévu en raison notamment des tensions commerciales, a prévenu mercredi la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde. « Les données économiques récentes laissent entendre que les vents contraires pourraient avoir ralenti, plus que nous ne l'avions prévu, le rythme » de l'expansion de l'économie mondiale, estime-t-elle dans un blogue, soulignant que, « de manière surprenante, la croissance a été faible au troisième trimestre dans les économies émergentes, telles que la Chine, ainsi qu'en zone euro ». En octobre, l'institution de Washington a abaissé sa prévision de croissance pour 2018 et 2019, à 3,7 % contre 3,9 % précédemment, soulignant que les risques avaient commencé à se matérialiser.

Agence France-Presse

TRANSPORTS

Québec se fait rassurant sur le sort de l'usine Bombardier de La Pocatière

Un contrat d'un milliard pour des trains de VIA Rail pourrait lui échapper

PATRICE BERGERON
À QUÉBEC
LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement Legault ne s'inquiète pas outre mesure pour l'avenir de l'usine de matériel ferroviaire de Bombardier à La Pocatière.

Mardi pourtant, des médias ont rapporté que le gouvernement fédéral allait accorder un contrat d'un milliard de dollars pour des trains de VIA Rail à une usine du concurrent allemand Siemens en Californie. Il s'agirait donc d'un autre coup dur pour Bombardier à La Pocatière, qui n'avait pas réussi non plus à décrocher le contrat du Réseau express métropolitain (REM) de Montréal.

Le premier ministre François Legault avait exigé en échange qu'Ottawa impose au moins 25 % de contenu local dans le contrat; or, le gouvernement Trudeau affirme plutôt que c'est impossible en vertu des accords internationaux. Même le ministre de l'Économie du gouvernement Legault, Pierre Fitzgibbon, n'est pas certain de l'issue de la démarche de son patron. « On a le devoir de demander du contenu canadien, mais est-ce qu'on va réussir ou non? C'est difficile pour moi de répondre, on n'a pas l'autorité, mais on a l'influence », a-t-il laissé savoir en point de presse mercredi matin.

Or l'inquiétude règne déjà chez les 600 employés de Bombardier à La Pocatière, où la mise à pied d'une centaine d'employés a déjà commencé en raison de la fin d'un contrat des voitures Azur destinées au métro de Montréal. Cependant, M. Fitzgibbon a voulu se montrer rassurant. Il a rappelé que le Qué-

bec avait accordé le contrat des voitures Azur, qui occupera les travailleurs pour encore 18 mois.

« Il est prématuré d'en parler [de l'avenir de l'usine], on va attendre la décision de VIA Rail, a-t-il déclaré avant de se rendre à la séance du Conseil des ministres. On a le temps de regarder tout ça. À court terme, il n'y a pas d'enjeux. » Le ministre a ajouté qu'il avait eu des « discussions » avec Bombardier. « C'est clair que La Pocatière est proche de nos préoccupations », a-t-il commenté.

De son côté, la ministre déléguée au Développement économique régional, Marie-Eve Proulx, qui est députée de la circonscription de Côte-du-Sud où se

trouve La Pocatière, est passée en coup de vent sans répondre aux questions des journalistes.

« Effet de toge »

Le Parti québécois a rappelé que les règles des accords signés par le Canada étaient claires: Ottawa ne peut fixer un plancher minimal de contenu canadien dans ce cas. « Une autre démonstration que, quand on n'est pas indépendant, c'est quelqu'un d'autre qui décide », a souligné le chef intérimaire du PQ, Pascal Bérubé, en conférence de presse mercredi matin. Il a associé la sortie de François Legault à de l'esbroufe. « On aimerait que Bombardier gagne tous les appels d'offres, mais celui-là, c'est un effet de toge de M. Legault », a conclu M. Bérubé.

Le fédéral n'a pas confirmé la nouvelle voulant que Siemens obtienne le contrat, mais il ne l'a pas démentie non plus. Le processus d'appel d'offres n'est pas terminé, avait fait valoir le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, mardi. Ce contrat de VIA Rail a pour but de renouveler son parc de locomotives et de voitures pour le corridor ferroviaire entre Québec et Windsor, en Ontario.

VIA Rail avait déjà écarté en mars la possibilité d'exiger du contenu local dans son appel d'offres. La société a besoin de 32 nouveaux trains bidirectionnels écologiques pour maintenir sa capacité actuelle de 9100 sièges. Ces locomotives et ces wagons devront pouvoir fonctionner sur des rails électriques dès qu'ils seront installés. Les rames de train devront être livrées en 2022. Outre Bombardier Transport et Siemens, deux autres entreprises s'étaient qualifiées pour participer à l'appel d'offres. Il s'agit de la multinationale suisse Stadler et de l'espagnole Talgo.

Fitch abaisse la note de crédit

L'agence de notation Fitch Ratings a décidé d'abaisser la cote de crédit de Bombardier en estimant que la diminution du niveau de risque dans le cadre du redressement de la compagnie sera moins rapide que prévu. Dans une note publiée mercredi, Fitch fait passer la note de crédit de l'avionneur québécois de « B » à « B- ». Fitch s'est également montrée préoccupée par la vive concurrence dans tous les secteurs d'activité de la multinationale québécoise, par la profitabilité de l'avion A220, autrefois appelé C Series, ainsi que par un « déficit important du régime de retraite ».

ANALYSE

Resserrement asymétrique du marché locatif

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Une nouvelle variable est venue s'ajouter à la réalité du marché locatif: l'érosion de l'accès à la propriété. Le resserrement des règles hypothécaires et la hausse des taux d'intérêt pourraient s'immiscer dans un éternel dévirement propriétaires-locataires devenant toujours plus asymétrique au Canada.

Dans son rapport sur le marché locatif publié mercredi, la Société canadienne d'hypothèques et de logement chiffre à 2,4 % le taux d'inoccupation sur le marché locatif canadien en octobre dernier. Ce taux est descendu sous le niveau de 3 % mesuré il y a un an, qui équivaut également à la moyenne des dix dernières années ou au seuil d'équilibre retenu par le FRAPRU ou le RCLALQ. Selon les régions ou centres urbains, il est revenu à ses niveaux très étroits observés en 2003 ou 2004.

Mais il y a contraste. La donnée canadienne a d'abord subi l'influence de la performance québécoise vu l'importance relative, ici, du parc locatif par rapport au reste du Canada. Sur le marché primaire, le taux d'inoccupation s'est fortement replié au Québec, passant de 3,4 % à 2,3 % de 2017 à 2018.

Toujours les mêmes facteurs explicatifs, seule leur pondération change. Ainsi, la demande d'appartements locatifs a progressé plus rapidement que l'offre sous l'effet de « la forte migration internationale, la croissance de l'emploi chez les jeunes et le vieillissement de la population », souligne la SCHL. Au Québec plus particulièrement, la demande locative a été stimulée par « la vigueur de l'économie québécoise, qui a permis à de jeunes ménages de louer leur propre logement, mais aussi à plusieurs travailleurs de demeurer dans la province. Par ail-



leurs, celle-ci a accueilli au premier semestre un nombre élevé de nouveaux arrivants non permanents ». Sans oublier le vieillissement démographique, davantage ressenti ici.

Découplage

Un autre contraste vient de l'ajout, à la demande locative, de l'érosion de l'accès à la propriété. Si elle se veut, pour l'heure, plutôt vécue en Ontario, son débordement sur les autres grands

centres urbains reste toutefois à craindre. Cette érosion tient pour beaucoup à la flambée des prix immobiliers, mais il est permis de se demander si le resserrement des règles hypothécaires, combiné à des taux d'intérêt engagés dans une phase ascendante depuis juillet 2017, n'apporte pas sa contribution et ne fera pas tache d'huile. Du moins, la première sous-gouverneure de la Banque du Canada évoquait ce difficile arbitrage dans une présentation faite

Le taux d'inoccupation sur le marché locatif canadien en octobre dernier était de 2,4 %, selon la SCHL.

GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

jeudi dernier lors d'une conférence sur le logement. Carolyn Wilkins pointait en direction des mesures gouvernementales et réglementaires visant à retirer de la pression sur le marché immobilier tout en dessinant une politique ayant pour cible l'injection de milliards dans le logement abordable subventionné. « C'est un exercice difficile, mais je peux dire que, en ce moment, on peut vraiment voir comment [...] ces politiques excellent, puisqu'elles fonctionnent l'une avec l'autre », disait-elle, tout en réitérant sa préoccupation pour l'endettement des ménages. « Nous étudions les objectifs sociaux et la stabilité financière et nous devons parfois faire des compromis », a-t-elle alors prévenu.

Ce découplage se vérifie également sur l'évolution des loyers. Prenant l'exemple d'un appartement de deux chambres, la SCHL calcule que la hausse moyenne a été de 3,5 % à l'échelle canadienne entre octobre 2017 et 2018, une hausse de loin supérieure à l'inflation. L'augmentation atteint 6,1 % dans les centres urbains de la Colombie-Britannique, de 4,8 % en Ontario. Au Québec, la progression du loyer de cet appartement type se chiffre à 2,4 %, une moyenne, subissant l'influence des marchés d'Ottawa-Gatineau (+3,5 %) et de Montréal (+2,8 %). Son niveau demeure cependant inférieur de 39 % à celui de l'Ontario.

Que dire, enfin, de la portée des copropriétés offertes à des fins locatives, qui imposent des mensualités plus élevées que les logements locatifs traditionnels? Toronto et Vancouver dominent avec des loyers moyens au sommet du classement sur le marché des copropriétés, Québec et Gatineau se situant à l'opposé au bas de la liste, pour un loyer mensuel passant du double au simple.

Un marché à deux vitesses, disait-on.

EN BREF



Jerome Powell
SAUL LOEB AGENCE FRANCE-PRESSE

États-Unis : vers une pause de la Fed

WASHINGTON — La Fed pourrait envisager une pause dans la hausse de ses taux d'intérêt l'an prochain afin d'évaluer l'impact du resserrement monétaire. Les commentaires du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, ont été formulés dans le cadre d'une allocution à New York et ont été accueillis favorablement par les investisseurs. En faisant référence aux dernières hausses du taux directeur décrétées par la Fed, M. Powell a déclaré que le chemin n'était pas tracé d'avance en matière de politique monétaire. Au contraire, a-t-il ajouté, la Fed analysera les plus récentes données économiques pour déterminer la vitesse à laquelle elle doit augmenter les taux et si elle doit agir. Le président a également suggéré que les taux d'intérêt semblaient être juste en dessous du niveau que la Fed qualifie de « neutre ».

Associated Press

Solotech a fait l'acquisition de SSE Audio

Le fournisseur montréalais de matériel audiovisuel Solotech a fait l'acquisition de la britannique SSE Audio Group. La valeur de la transaction n'a pas été précisée. Le président et chef de la direction du Groupe Solotech, Martin Tremblay, a souligné que les deux entreprises collaboraient depuis des années. Il s'est dit persuadé que cette association profitera aux clients et permettra d'offrir de meilleurs services à plus grande échelle. Solotech fournit des solutions technologiques pour les installations sportives, culturelles, la radiodiffusion et les salles de conférence et de classe. Claridge, Desjardins Capital et Investissement Québec font partie de ses actionnaires. L'entreprise compte 1200 employés répartis dans 13 bureaux au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Presse canadienne

Québec : hausse des exportations

Les exportations internationales de marchandises du Québec ont augmenté de 4,2 % en septembre par rapport au mois précédent. L'Institut de la statistique du Québec ajoute qu'au cours des neuf premiers mois, la progression est de 4,4 % comparative-ment à la même période de l'année précédente. Pour leur part, les importations ont diminué de 7,5 % entre août et septembre. Au cumul des neuf premiers mois, elles affichent une augmentation de 6,6 % comparative-ment à la même période de l'année précédente. Par ailleurs, le PIB réel a enregistré une baisse de 0,2 % en août 2018, après avoir connu une hausse de 0,5 % en juillet. La croissance cumulée pour les huit premiers mois a été de 3 % par rapport à la même période de 2017.

Le Devoir

FINANCES PERSONNELLES

Les Québécois sont-ils moins nombreux à préparer leur retraite ?

FRANÇOIS DESJARDINS
LE DEVOIR

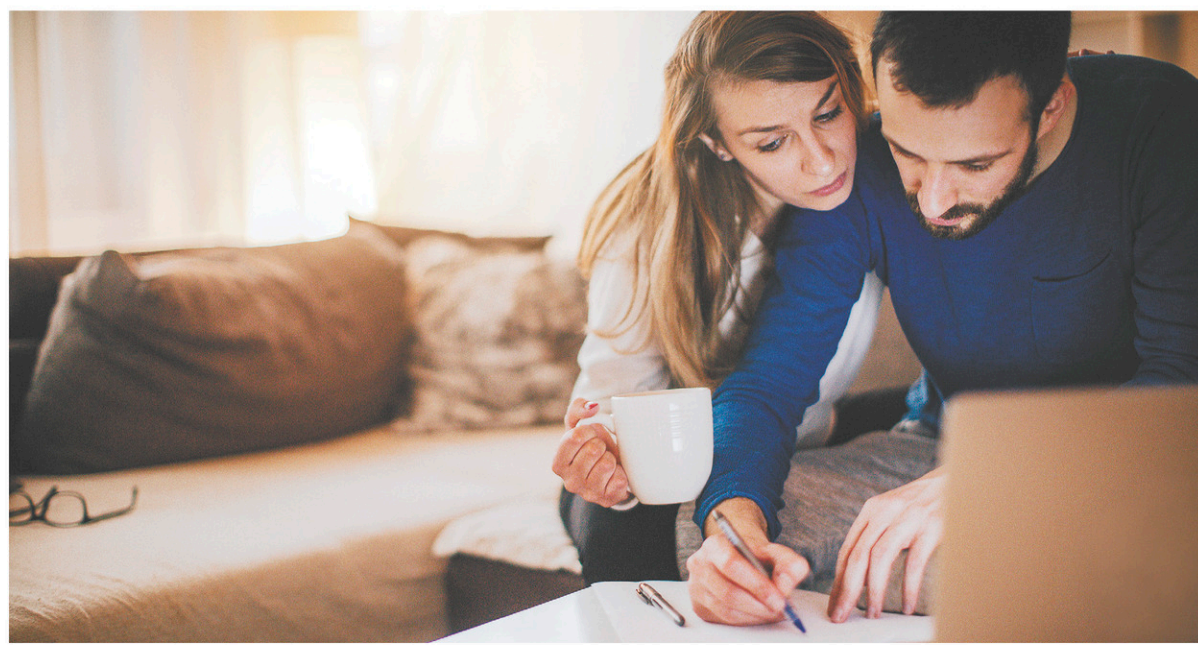
Les Québécois s'occupent-ils un peu moins de préparer leurs vieux jours que leurs concitoyens dans le reste du Canada ? Voilà un scénario que semble indiquer un sondage publié mercredi par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario portant entre autres sur les habitudes d'épargne.

Alors que 25 % des Québécois disent ne pas avoir commencé à préparer leur retraite, le pourcentage est de 21 % dans les Maritimes, de 16 % en Ontario, de 16 % en Colombie-Britannique et de 15 % en Alberta, indique le sondage en ligne d'Innovative Research Group mené cet automne auprès de plus de 2000 personnes.

Par ailleurs, 24 % des répondants québécois affirment qu'un montant est systématiquement prélevé de leur paie ou de leur compte bancaire à des fins d'épargne ou d'investissement, comparativement à 34 % dans les Maritimes, 39 % en Ontario, 42 % en Alberta et 33 % en Colombie-Britannique.

L'échantillon du sondage comprend 467 Québécois. Il ne fournit pas de marge d'erreur.

« Vu qu'on ne connaît pas le pourcentage de francophones qui ont répondu à l'intérieur du Québec et qu'on sait qu'il y a de grosses différences, on ne peut



pas vraiment se prononcer sur la taille de la différence qu'ils ont trouvée », a dit Pierre-Carl Michaud, directeur de l'Institut sur la retraite et l'épargne à HEC Montréal. « Mais de façon qualitative, ça ne me surprend pas. »

Le sondage survient quelques mois après une enquête de l'Autorité des marchés financiers du Québec (AMF) auprès des personnes qui s'occupent des finances à l'intérieur des ménages et qui

révèle tout de même un intérêt marqué pour la question. Résultat : 48 % des répondants voient la planification de la retraite comme un sujet qui motive « l'acquisition de nouvelles connaissances ». « C'est le sous-indice qui s'est le plus amélioré en matière d'adoption de bons comportements au Québec », a dit le directeur de l'éducation financière de l'AMF, Camille Beaudoin. « C'est au sommet des préoccupations, notam-

25 % des Québécois disent ne pas avoir commencé à préparer leur retraite; une plus grande proportion que les habitants des autres provinces.

ISTOCK

ment pour les 18-34 ans et les 35-54 ans. » Selon l'« Indice Autorité », l'enjeu de la planification de la retraite a terminé au sommet du classement, devant la gestion du budget, la prévention contre la fraude, les assurances auto et habitation, et les notions de base en placement.

Les changements démographiques et l'espérance de vie plus longue aujourd'hui qu'autrefois ont forcé une réflexion d'urgence chez les gouvernements depuis quelques années, notamment pour s'assurer que la collectivité ne subisse pas les contrecoups d'un niveau de vie insuffisant à la retraite.

Le pilier de base pour la grande majorité des Québécois provient du régime public, c'est-à-dire le Régime des rentes du Québec et la Sécurité de la vieillesse au niveau fédéral. Le gouvernement Couillard a accepté l'an dernier de bonifier le régime public de manière à ce que le taux de remplacement du revenu augmente de 25 % à 33 %.

Dans le cadre d'un document produit en 2016, Retraite Québec avait souligné qu'en 2013, 42 % des personnes qui gagnent moins de 50 000 \$ ont mis de côté des fonds pour la retraite « autrement que par des cotisations au RRQ ». Chez ceux qui gagnent 50 000 \$ ou plus, le pourcentage grimpe à 89 %.

Investissements

L'enquête de la CVMO a également porté sur l'industrie du cannabis. Si les femmes sont plus nombreuses à refuser d'y investir, 13 % des hommes de 18-34 y ont placé leur argent, suivis de 7 % des hommes dans la tranche des 35-54 ans.

Quant au montant investi, 52 % des personnes qui ont fait cet investissement ont mis moins de 5000 \$, contre 39 % qui ont dépassé ce montant. Une dernière tranche de 9 % a dit qu'elle « ne sait pas ».

La Banque Royale engrange un profit record

ARMINA LIGAYA
À TORONTO
LA PRESSE CANADIENNE

La Banque Royale du Canada (RBC) a affiché une hausse de 15 % de ses bénéfices, notamment grâce à la hausse des taux d'intérêt et de la réforme fiscale aux États-Unis, en plus de clôturer son exercice en générant un profit record de 12,4 milliards.

Pour la période de trois mois terminée le 31 octobre, la banque torontoise a engrangé un bénéfice net de 3,25 milliards, alors que la performance a été au rendez-vous dans ses secteurs des services aux particuliers et aux entreprises, des marchés des capitaux, de la gestion de patrimoine ainsi que de l'assurance. « Même si la montée du protectionnisme et les risques géopolitiques ont créé de l'incertitude tout au long de l'année, nos résultats ont bénéficié de la hausse des taux, de la progression du produit intérieur brut et des [baisses d'impôt] américaines », a expliqué le président et chef de la direction de la RBC, Dave McKay, mercredi, au cours d'une conférence téléphonique avec les analystes.

Le bénéfice net par action de la banque au quatrième trimestre a été de 2,20 \$, par rapport à 1,88 \$ par action au quatrième trimestre l'an dernier. Abstraction faite des éléments non récurrents, la Banque Royale a affiché un bénéfice ajusté par action de 2,24 \$, par rapport à 1,92 \$ à la même période en 2017.

La RBC était la deuxième banque canadienne à dévoiler ses résultats du

quatrième trimestre de l'exercice 2018. Mardi, la Banque Scotia avait affiché un bénéfice net de 2,27 milliards lors du dernier trimestre de l'année financière, en hausse de 10 %. Pour l'exercice, le profit net de la Scotia a été de 8,72 milliards, en hausse de 5,8 % par rapport à 2017. La banque avait également annoncé qu'elle allait vendre ses activités bancaires dans neuf pays des Antilles et que d'autres transactions du genre étaient au menu l'an prochain.

De son côté, la RBC a plutôt indiqué qu'elle prévoyait des acquisitions aux États-Unis. Il s'agirait de transactions complémentaires afin d'accroître l'emprise géographique du prêteur en territoire américain. Le grand patron de la Royale a ajouté qu'il y avait de la place pour générer de la croissance organique dans des marchés comme Boston, New York, Minneapolis ainsi qu'en Californie.

Pour l'exercice 2018, la RBC a engrangé un bénéfice net de 12,4 milliards, ou 8,36 \$ par action, en hausse d'environ 8 % par rapport à l'an dernier.

2,20 \$

Le bénéfice net par action de la Banque Royale au quatrième trimestre

CARRIÈRES & PROFESSIONS



Commission
scolaire
de Montréal

PROLONGATION D'APPEL À CANDIDATURES COMMISSAIRES SCOLAIRES COOPTÉS À LA CSDM ERRATUM : Modification des exigences particulières

Conformément à l'article 143 de la Loi sur l'instruction publique, le Conseil des commissaires de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) administre la commission scolaire. Depuis le 2 novembre 2014, cette même loi, adoptée par le gouvernement du Québec, prévoit l'ajout de commissaires cooptés au Conseil des commissaires. De ce fait, la CSDM est à la recherche de candidatures pour pourvoir deux postes de commissaires cooptés présentement vacants.

Avec ses 200 établissements et plus de 114 000 élèves, la CSDM est le plus grand réseau d'écoles publiques au Québec.

Mandat :

- Membre du Conseil des commissaires de la CSDM (environ 13 séances par année, le mercredi après-midi et en soirée)
- Membre du comité exécutif (un des deux commissaires cooptés – environ 22 séances par année, le mardi après-midi)
- Membres de comités institutionnels et de comités de travail
- Environ 20 heures par mois et 20 heures additionnelles par mois, pour le commissaire au comité exécutif

Qualification :

- Détenir une formation universitaire pertinente est un atout

Expérience requise :

- Soit avoir développé une expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants : économie et finance, secteur communautaire, municipal ou culturel
- Soit avoir siégé à des conseils d'administration d'organismes publics ou privés

Exigences particulières :

- Ne pas être salarié de la Commission scolaire de Montréal
- Vouloir s'investir dans le milieu de l'éducation publique à Montréal
- Ne devra pas agir dans d'autres dossiers pour la CSDM ou représenter toute personne dans le cadre de démarches les opposant au milieu scolaire

Salaires de base : 13 919 \$

Membre du comité exécutif : ajout de 14 927 \$

Dépôt des candidatures :

Les personnes intéressées devront, avant 16 h le 3 décembre 2018, faire parvenir leur curriculum vitae accompagné d'une lettre de motivation expliquant leur expérience et les raisons pour lesquelles elles souhaitent se joindre au Conseil des commissaires à l'adresse suivante :

Commission scolaire de Montréal, Secrétariat général
3737, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1X 3B3
ou par courriel au secg@csdm.qc.ca.

Pour toute information supplémentaire, prière de vous adresser au secrétariat général au : 514-596-6012.

La Commission scolaire de Montréal applique un programme d'accès à l'égalité à l'emploi et invite les personnes handicapées, les femmes, les membres des minorités visibles, les membres des minorités ethniques et les Autochtones à présenter leur candidature.

La Commission scolaire de Montréal s'engage à respecter la confidentialité des dossiers qui lui seront transmis. Nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue. Merci à tous les candidats.

EN BREF

Le Sénat américain pourrait couper le soutien à Riyad

WASHINGTON — Une résolution pour cesser tout soutien militaire à Riyad dans la guerre au Yémen a franchi mercredi un premier obstacle au Sénat américain. Le chef de la diplomatie Mike Pompeo et le ministre de la Défense Jim Mattis avaient tenté de convaincre les parlementaires de rester aux côtés de l'Arabie saoudite, mais sans succès. Dans l'après-midi, 63 sénateurs républicains et démocrates — contre 37 — ont donné leur feu vert à un débat sur la résolution bipartisansane. Cette large majorité ne préjuge pas du vote final sur le texte, qui pourrait n'avoir lieu que la semaine prochaine, mais donne une idée du malaise des élus. Ce vote est le premier acte concret du Congrès, qui menace de prendre plusieurs mesures pour sanctionner le royaume saoudien alors même que le président des États-Unis s'est révélé être le plus solide soutien du puissant prince saoudien Mohammed ben Salmane.

Agence France-Presse

Le président afghan charge une équipe de négocier la paix avec les talibans

GENÈVE — Le président afghan, Ashraf Ghani, a annoncé mercredi lors d'une conférence à l'ONU qu'il a désigné une délégation chargée de négocier la paix avec les talibans, alors que le chef de l'ONU, Antonio Guterres, appelait à des « pourparlers de paix directs ». Depuis le début de l'année, les talibans ont intensifié leurs attaques contre les forces de sécurité afghanes et les forces de l'OTAN. Mais le gouvernement afghan et les États-Unis redoublent d'efforts pour engager les talibans dans des pourparlers de paix. Ces derniers ont donné des signes selon lesquels ils seraient prêts à négocier, sans toutefois renoncer à multiplier les attaques meurtrières. S'exprimant à l'ouverture d'une réunion ministérielle sur son pays au Palais des Nations, siège de l'ONU à Genève, le président afghan a annoncé qu'une « feuille de route pour les négociations de paix » avait été établie.

Agence France-Presse

AVIS DE DÉCÈS



Colette Boily Boyer
(29/06/1934 – 17/11/2018)

C'est avec une profonde tristesse que nous annonçons le décès de notre mère Colette Boily Boyer, épouse de feu Dr Léo Boyer.

Elle laisse dans le deuil ses enfants Louise Boyer (Doug Benedon), Dr Hélène Boyer (Stéphane Saintonge), Paul Boyer, Janie Boyer (Christian Lafrenière), son conjoint Jean-Paul Marsan, ses petits-enfants (Émilie, Alex, Eric, Guillaume, Arnaud, Philippine, Anais et Élodie) ainsi que ses frères, Jean Boily (Gabrielle Farley), Pierre Boily (Françoise Lagoë), Paul Boily et feu Jacques Boily (Carmen Rancourt).

Colette était une amatrice de la culture et de la nature. Elle aura toujours su faire découvrir ce qu'il y a de plus beau autour de nous. Tout au long de sa vie Colette a su entretenir un cercle d'amis qui lui était très cher et par qui elle sera grandement regrettée.

La famille vous accueillera au salon funéraire

Alfred Dallaire | MEMORIA
Chaque vie est une histoire.

1111, rue Laurier Ouest, Outremont
514 277 7778 | memoria.ca

(service de valet offert)

le vendredi 30 novembre de 14h00 à 17h00 et de 19h00 à 21h00. Les funérailles seront célébrées le samedi 1^{er} décembre à 11h00 à l'église Saint-Viateur d'Outremont au : 1175 avenue Laurier O, Outremont, Qc, H2V 3R5.

Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don Fondation PalliAmi <https://palliami.org/>.



Trois ans après les élections de 2015 qui ont vu l'arrivée au pouvoir de la Ligue nationale pour la démocratie, déception et désillusion sont de mise.

III MYANMAR

« Quiconque critique Aung San Suu Kyi est suspect »

Trois ans après la victoire électorale de l'opposante, les espoirs se sont fanés et les atteintes aux libertés se sont aggravées. L'inaction de son parti pourrait lui coûter cher aux urnes en 2020.

CAROL ISOUX
À RANGOUN
LIBÉRATION

Dans son petit appartement d'un quartier excentré de Rangoun, Pan Ei sourit tristement : « C'est idiot, mais chaque fois que quelqu'un sonne à la porte, j'ai l'espoir que c'est lui qui me fait une surprise et rentre à la maison. » Son mari, Wa Lone, journaliste pour l'agence Reuters, est en prison avec son collègue Kyaw Soe Oo pour trahison de secret d'État et détention illégale de documents officiels des forces de sécurité birmanes. Dans une enquête détaillée et rigoureuse, les deux reporters avaient révélé le massacre de dix Rohingyas du village d'Inn Din commis le 2 septembre 2017 dans l'État de Rakhine (ouest du pays). Des milliers de personnes sont mortes dans les violences en l'espace de quatre mois, et plus de 700 000 se sont réfugiés dans des camps au Bangladesh. L'ONU évoque un « cas d'école de nettoyage ethnique ».

Très médiatisé, le cas de Wa Lone et de Kyaw Soe Oo n'est qu'un exemple parmi d'autres de journalistes emprisonnés, harcelés ou assassinés

Elle tient dans ses bras son bébé, Thet Htar Angel, née pendant l'incarcération de son mari. Pan Ei refuse de parler politique, parce qu'elle a peur d'aggraver le cas des reporters emprisonnés. Au lendemain de la condamnation de son époux à sept ans de prison, elle a eu le malheur de déclarer qu'elle était « très triste que notre cher leader Aung San Suu Kyi, que nos deux familles aiment et respectent, ait de fausses idées sur les intentions de nos maris ». Les réactions sur Facebook ont été immédiates et d'une violence extrême : « J'ai été harcelée, j'ai dû fermer mon compte. » Juste avant d'accoucher, elle a aussi dû changer d'appartement et de quartier pour échapper aux insultes quotidiennes de certains de ses voisins, qui accusent son mari d'être un traître au pays. Ses lettres de supplication au bureau de la conseillère d'État sont restées sans réponse.

« Propagande »

Très médiatisé, le cas de Wa Lone et de Kyaw Soe Oo n'est qu'un exemple parmi d'autres de journalistes emprisonnés, harcelés ou assassinés sous le régime de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Le 10 octobre, trois journalistes du groupe Eleven Media ont aussi été envoyés en prison pour avoir dénoncé des conflits d'intérêts dans un programme d'importation de bus venant de Chine, en impliquant directement l'un des gouverneurs de Rangoun, proche de la conseillère d'État. Selon Athan, une ONG locale, près de trois fois plus de journalistes et d'activistes ont été inquiétés par la justice sous Aung San Suu Kyi que sous le régime du président Thein Sein (2011-2016). « On a vraiment le sentiment de

s'être fait avoir, résume amèrement Zayar Hlaing, représentant du Conseil de la presse de Birmanie (Myanmar) et éditeur du magazine *Maw Khun*. Nous les avons élus et ils nous ont trompés. La situation des journalistes a, en fait, largement empiré. »

Trois ans après les élections historiques de l'automne 2015 qui ont vu l'arrivée au pouvoir de la Ligue nationale pour la démocratie et d'Aung San Suu Kyi à la tête du gouvernement, déception et désillusion sont de mise. Chez les militants et les membres de la société civile, elles sont même cuisantes, jusqu'à la colère. « Je ne veux pas être pessimiste, mais il faut bien constater que la transition démocratique recule et que, par certains aspects, on se rapproche d'un régime fasciste », estime Thet Swe Win, qui dirige le Centre pour la jeunesse et la cohésion sociale, faisant référence à la montée des extrémismes religieux et à l'impossibilité de critiquer le sommet de l'État. Pour Aung Min, scénariste et réalisateur dont les films sont toujours censurés en Birmanie à cause de sujets jugés trop controversés, le pays est entré dans une ère de « propagande de la démocratie » depuis les élections de 2015. « Aung San Suu Kyi incarne la démocratie à elle seule et, à ce titre, quiconque la critique est un personnage suspect. »

C'est surtout l'absence de réforme politique et l'échec du processus de paix avec les minorités qui sont pointés par les rares opposants osant s'exprimer. Ceux qui défendent la Prix Nobel de la paix 1991 argumentent que le travail de transformation du pays est rendu quasi impossible à cause de la présence au Parlement des militaires, à qui 25 % des sièges ont été réservés d'office. Ils sont alliés au principal parti d'opposition, l'USDP, composé en majorité d'anciens cadres de la Tatmadaw (l'armée birmane). « Les Occidentaux semblent découvrir seulement maintenant qu'Aung San Suu Kyi n'est pas entièrement libre de travailler selon ses souhaits, s'exclame Wai Phyo Aung, parlementaire LND. Mais on savait dès le départ qu'une cohabitation avec l'armée serait difficile. »

Désaffection

Pour Thet Swe Win, même si la Constitution avantage les généraux, ce n'est pas une excuse suffisante : « La LND et Aung San Suu Kyi passent leur temps à se cacher derrière le fait que l'armée détient encore tout le pouvoir. Mais ils ont la majorité au Parlement, le pouvoir législatif est entre leurs mains, ils pourraient changer beaucoup de choses s'ils en avaient la volonté. » Il pointe l'arrogance des dirigeants de la LND, caractéristique, selon lui, des élites birmanes, tous bords politiques confondus. « Le problème, c'est surtout qu'ils n'écoutent pas, qu'ils pensent savoir mieux que le peuple. » Le système de patronage et de séniorité étant tellement ancré dans la plupart des sociétés d'Asie du Sud-Est, les dirigeants de la LND, auréolés du prestige de l'âge, d'une longue lutte politique, et souvent issus d'un milieu social privilégié estiment qu'ils n'ont pas à écouter leurs militants, surtout les plus jeunes.

Les récentes élections partielles, début novembre, portant sur 13 sièges vacants au Parlement — leurs détenteurs

étant pour la plupart morts en cours de mandat, ce qui en dit long sur la moyenne d'âge de la représentation politique du pays —, ont d'ailleurs montré une large désaffection de la population. Le parti au pouvoir a perdu la quasi-totalité des sièges vacants dans les zones ethniques, où les partis locaux ont largement remporté les suffrages. Dans l'État Môn, c'est le candidat du parti militaire qui a été élu. « Avant, on ne regardait pas vraiment les candidats ou les programmes, le tampon LND suffisait à convaincre, explique Aung Myo Thant, avocat. Aujourd'hui, si le candidat USDP est local et qu'il travaille en collaboration avec les communautés, il peut convaincre. »

Le budget de l'armée est supérieur à ceux de l'éducation et de la santé réunis

La désaffection de la jeunesse, en particulier, est bien visible. Moins liés que leurs aînés par des sentiments de loyauté mûris pendant les années de dictature, les moins de 25 ans — près de 50 % de la population — osent remettre en cause le bilan du parti au pouvoir. « On nous rabâche que la LND, c'est ce qu'il y a de mieux pour le pays, estime Luck Yadana Bo, étudiante en journalisme venue de l'État de Rakhine. Mais depuis trois ans, je n'ai vu quasiment aucun changement positif. » Loin de préoccupations parfois abstraites sur les libertés, c'est surtout l'absence de réforme économique qui inquiète ces jeunes. Le système bancaire, qui avait réalisé un bond sous Thein Sein, est aujourd'hui obsolète et freine les investissements. « En matière de paiement virtuel, par exemple, nous sommes en retard sur des pays africains qui n'avaient pas forcément une économie en meilleure santé. Rien ne se passe », déplore Kyo Mynt Aunt, étudiant en marketing qui a dû arrêter ses études faute d'un enseignement supérieur abordable pour les classes moyennes et populaires. Pour beaucoup, il s'agit d'un problème de compétences des ministres en place, d'anciens activistes presque octogénaires qui ont passé en moyenne quinze ou vingt ans derrière les barreaux, complètement déconnectés des réalités économiques et technologiques de la Birmanie en transition.

Pas d'enseignement public, pas d'hôpitaux ; le budget de l'armée est supérieur à ceux de l'éducation et de la santé réunis. « Nous sommes encore sur le mode de la survie, poursuit Kyo Mynt Aunt. Trouver de l'argent pour le prochain loyer, le prochain repas : on ne peut rien construire. Franchement, à côté de ça, les débats politiques sur la liberté d'expression nous semblent secondaires. »

Conflits

Pour les élections de 2020, le spectre d'une présence accrue de l'armée au Parlement se profile. D'autant plus que les militaires utilisent largement les conflits ethniques avec les Rohingyas, mais aussi les Kachins et les Shans — des combats moins couverts par la presse, mais qui ont causé aussi des milliers de morts — pour pointer les insuffisances de la LND en matière de sécurité et convaincre les électeurs. « Ils disent que le gouvernement s'agenouille devant la communauté internationale et qu'eux seuls peuvent garantir la sécurité des Birmans », raconte Thet Swe Win. Pour l'instant, la relève au sein de la LND n'est pas assurée, tout le parti étant organisé autour de la personnalité d'Aung San Suu Kyi. Mais certains partis ethniques de différentes régions songent à s'unir pour se présenter au niveau national.

On a vraiment le sentiment de s'être fait avoir

ZAYAR HLAING



EN BREF

États-Unis : le nombre d'immigrés clandestins au plus bas depuis 2004

WASHINGTON — Le nombre de sans-papiers aux États-Unis est tombé à 10,7 millions, soit au plus bas depuis l'année 2004, selon une étude de l'institut de recherches Pew basée sur des statistiques gouvernementales américaines de 2016. Cette baisse est attribuée à une chute du nombre de Mexicains entrant aux États-Unis. L'institut estime dans son étude publiée mardi que 12,2 millions de personnes en situation irrégulière se trouvaient aux États-Unis en 2007. Depuis ce pic, le nombre de clandestins a donc baissé de 1,5 million. La population clandestine venue d'Amérique centrale a pourtant augmenté de 375 000 entre 2007 et 2016. Agence France-Presse

Climat : le Brésil ne recevra pas la COP25 sur demande de Bolsonaro

BRASILIA — Le Brésil a annoncé mercredi renoncer à organiser le sommet sur le climat COP25 en 2019, une décision à laquelle a pris part le président désigné d'extrême droite, Jair Bolsonaro, climatocéptique qui entrera en fonction en janvier. « J'ai participé à cette décision. J'ai demandé à notre futur ministre [des Affaires étrangères] d'éviter la tenue de cet événement au Brésil », a affirmé M. Bolsonaro lors d'une conférence de presse à Brasilia. L'annonce officielle était venue quelques heures plus tôt du gouvernement actuel, qui s'était pourtant proposé avec enthousiasme début octobre pour accueillir le sommet. Agence France-Presse

Siège de la France à l'ONU : Berlin jette un pavé dans la mare

BERLIN — L'Allemagne a suggéré mercredi que Paris renonce à son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU au profit d'un siège représentant l'ensemble de l'UE, s'attirant un refus cinglant côté français. Le débat sur une réforme de la composition de ce forum clé des Nations unies, né après la Deuxième Guerre mondiale, est porté par l'Allemagne depuis longtemps, mais il est ainsi relancé de manière spectaculaire et controversée. « Si nous prenons l'Union européenne au sérieux, l'UE devrait également parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité [...] À moyen terme, le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE », a affirmé le vice-chancelier allemand Olaf Scholz. Agence France-Presse

France : Jean-Marie Le Pen condamné pour des propos sur les homosexuels

PARIS — Le cofondateur du Front national Jean-Marie Le Pen a été condamné mercredi à Paris à verser plusieurs milliers d'euros de dommages et intérêts après des propos visant les homosexuels. À 90 ans, l'eurodéputé a été condamné pour injure publique envers les homosexuels pour trois séries de propos, mais aussi pour provocation à la haine ou à la violence. En mars 2016, dans son « journal de bord » vidéo sur son blogue, il avait affirmé : « Je crois que la pédophilie, qui a trouvé ses lettres de noblesse... interdites, mais tout de même, dans l'exaltation de l'homosexualité, met en cause toutes les professions qui approchent l'enfance et la jeunesse ». Agence France-Presse



Lors de la conférence annuelle de VTB Capital « Russia Calling! », un forum sur l'investissement à Moscou, mercredi, le président russe, Vladimir Poutine, a accusé le président ukrainien d'avoir provoqué l'affrontement entre des navires ukrainiens et russes dans la mer Noire dans l'optique d'être réélu.

PAVEL GOLOVKIN ASSOCIATED PRESS

Poutine défend ses forces, l'Ukraine dénonce la détention « illégale » de ses marins

THIBAUT MARCHAND
À MOSCOU
ANIA TSOUKANOVA
À KIEV
AGENCE FRANCE-PRESSE

Vladimir Poutine a répété mercredi que les forces russes avaient fait « leur devoir » en arraisonnant par la force trois navires ukrainiens au large de la Crimée, la colère ne redescendant pas en Ukraine, qui dénonce la détention « illégale » de ses 24 marins capturés.

Cet incident survenu dimanche en mer Noire pourrait mettre en péril la rencontre prévue entre les présidents

russe et américain en marge du sommet du G20 qui s'ouvrira vendredi en Argentine, Donald Trump ayant menacé de l'annuler.

Votée lundi par le Parlement, la loi martiale est par ailleurs entrée en vigueur mercredi en Ukraine. Si les conditions de son application sont encore floues, elle a été introduite pour trente jours dans dix régions frontalières et côtières de ce pays.

Alors que Kiev ne décolère pas après ce qu'elle considère comme une agression de son gigantesque voisin, Vladimir Poutine a insisté sur le fait que, selon lui, les gardes-côtes russes avaient

simplement « rempli leur devoir avec précision ».

« Que s'est-il passé ? Ils [les Ukrainiens] n'ont pas répondu aux demandes de nos gardes-frontières. Et sont entrés dans nos eaux territoriales », a assuré le président russe, qualifiant l'accrochage de « provocation » organisée par Petro Porochenko, mal en point dans les sondages à quelques mois de l'élection présidentielle en Ukraine.

Marins en détention provisoire

Mercredi, les neuf derniers marins capturés par la Russie qui devaient comparaître devant un tribunal ont été

Il s'agit du premier affrontement militaire ouvert entre Moscou et Kiev depuis cette annexion [la Crimée]

placés en détention provisoire jusqu'au 25 janvier, comme leurs quinze camarades l'avaient été la veille. Une détention « illégale » et un acte de « barbarie », a réagi Kiev.

Une note de protestation contre « la poursuite par la Russie de ses actions illégales » a à cet égard été envoyée au ministère russe des Affaires étrangères, a annoncé la diplomatie ukrainienne, qui considère ces hommes comme des « prisonniers de guerre » et réclame leur libération « immédiate ».

Répercussions sur le G20

Les gardes-côtes russes ont arraisonné dimanche trois navires de la Marine ukrainienne en mer Noire, non loin de la péninsule ukrainienne de Crimée annexée par la Russie en 2014, tirant sur eux et faisant trois blessés parmi les marins à leur bord.

Il s'agit du premier affrontement militaire ouvert entre Moscou et Kiev depuis cette annexion et le début la même année d'un conflit armé dans l'est de l'Ukraine entre forces ukrainiennes et séparatistes prorusse qui a fait plus de 10 000 morts.

Une affaire qui pourrait avoir des répercussions sur le sommet du G20.

« Peut-être que je ne ferai pas cette entrevue » prévue avec M. Poutine dans ce cadre, a averti Donald Trump, soulignant « ne pas aimer cette agression », dans un entretien avec le *Washington Post*.

Côté russe, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a pourtant assuré que la préparation de la rencontre « se poursuivait ».

« Les deux parties ont un besoin identique de cette rencontre », a renchéri le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov, évoquant une rencontre en « deux parties : un tête-à-tête et un entretien avec les membres clés des délégations des deux pays ».

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a toutefois parallèlement accusé les États-Unis et « certaines capitales européennes » de tolérer les « caprices » de Kiev.

Mardi soir, Petro Porochenko avait accusé la Russie d'avoir considérablement renforcé sa présence militaire à la frontière ukrainienne, mettant en garde contre « la menace d'une guerre totale » avec son puissant voisin.

« Nous devons tous être prêts à repousser l'agression de notre ennemi qui était il y a peu » seulement « notre voisin », a quant à lui déclaré Volodymyr Groïsmán, à l'ouverture mercredi du Conseil des ministres.

III BREXIT

Sans accord, l'économie britannique pourrait vivre un scénario noir

MARTINE PAUWELS
À LONDRES
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Brexit pèsera sur l'économie britannique dans tous les cas de figure, mais l'accord négocié par Theresa May limiterait les dégâts tandis qu'une sortie de l'Union européenne sans accord plongerait le pays dans la crise, ont fait valoir mercredi plusieurs estimations officielles.

Effondrement de la livre de 25 %, montée en flèche du chômage à 7,5 % et de l'inflation à 6,5 %, plongeon de 30 % des prix de l'immobilier... Un Brexit sans accord causerait un choc

À moins de deux semaines du vote, Theresa May est loin de disposer du nombre de voix requis

énorme à l'économie britannique, a prévenu la Banque d'Angleterre dans son évaluation des différents scénarios de sortie de l'UE.

Dans le cas de ce scénario le plus noir, le produit intérieur brut (PIB) britannique serait amputé de 7,8 % à 10,5 % d'ici à 2024.

Le gouverneur de la Banque, le Canadien Mark Carney, qui se fait réguliè-

ment accuser de vouloir faire peur avec ses scénarios, a relevé devant la presse que son travail était précisément de « se préparer au pire ».

Peu auparavant, un rapport du gouvernement avait évalué la perte de PIB à 9,3 % en 15 ans. Il a toutefois insisté sur le fait que l'accord scellé par la première ministre, Theresa May, avec l'UE, mais décrié jusqu'au sein de son Parti conservateur, limiterait la casse en coûtant 3,9 % au PIB (de 1,2 % à 3,8 % d'ici à 2024, selon la BoE).

Les chiffres de l'exécutif partent du principe que le Royaume-Uni pourra conclure tous les accords de libre-échange qu'il espère, affirme le rapport,



soulignant toutefois que ces projections doivent être prises avec des pincettes « en raison des incertitudes inhérentes à ce type d'analyse économique ».

À deux semaines du vote

Cette avalanche de chiffres est opportunément venue conforter Theresa May, qui se démène pour convaincre le pays et les députés que son accord est « le meilleur » et « le seul possible ».

« Cette analyse ne montre pas que nous serons plus pauvres à l'avenir », a-t-elle déclaré devant les élus, qu'elle essaie avec difficulté de convaincre de voter le 11 décembre pour l'accord de divorce conclu après 17 mois de négociations difficiles. « Elle montre que nous irons mieux avec cet accord. »

Mais à moins de deux semaines du vote, M^{me} May est loin de disposer du nombre de voix requis et les critiques essuyées à nouveau mercredi lui ont rappelé la résistance qui l'attend. « Il est maintenant clair que le Parlement ne soutiendra pas ce plan », a lancé le chef de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn, estimant qu'il était « temps de travailler à un autre plan ».

EN BREF



Le laboratoire antidopage russe, en 2016
ALEXANDER ZEMLIANICHENKO ASSOCIATED PRESS

L'Agence mondiale antidopage rend visite au laboratoire de Moscou

MOSCOU — Une délégation de l'Agence mondiale antidopage s'est présentée mercredi au laboratoire de Moscou au cœur du scandale de dopage en Russie, à la recherche de données qui pourraient mener à de nouvelles suspensions parmi les athlètes d'élite du pays. La Russie doit fournir des données informatiques issues de son laboratoire avant le 31 décembre, à défaut de quoi son agence nationale antidopage pourrait de nouveau être suspendue, deux mois après sa réintégration controversée. Alors que l'échéancier approche, les discussions entre l'AMA et les autorités russes mercredi n'ont pas permis d'en arriver à une entente sur la façon de transférer les données.

Associated Press

Mondial féminin U17 : le Canada s'incline en demi-finale

MONTEVIDEO — Un but de Nicole Perez sur un tir de pénalité en première demi-finale a permis au Mexique de vaincre le Canada 1-0, mercredi, lors des demi-finales de la Coupe du monde féminine U17 de soccer. Dans l'autre demi-finale, l'Espagne a vaincu la Nouvelle-Zélande 2-0. Les Canadiennes affronteront donc les Néozélandaises en finale de consolation samedi, avant de regarder l'Espagne croiser le fer avec le Mexique en grande finale. Malgré la défaite, l'équipe canadienne a inscrit son meilleur résultat au tournoi U17 alors que son ancienne marque était une septième place acquise en 2008 et 2012.

La Presse canadienne

Vers la fin de l'utilisation du terme « midget » dans le hockey mineur ?

Les termes utilisés pour nommer les groupes d'âge au hockey — novice, atome, pee-wee, bantam et midget — pourraient bientôt être changés par une organisation provinciale de hockey mineur. Cette semaine, le conseil d'administration de BC Hockey a abordé le sujet alors que d'autres fédérations sportives ont mis fin à l'utilisation du terme « midget » (qui signifie « nain », en anglais). BC Hockey se prépare à présenter un projet à Hockey Canada pour que le changement se fasse à l'échelle nationale. Le directeur de l'Association canadienne des athlètes nains, Allan Redford, s'est dit heureux des récents développements et espère que d'autres associations sportives emboîteront le pas.

La Presse canadienne

HOCKEY

De faibles débuts de match chez le Canadien

ALEXIS BÉLANGER-CHAMPAGNE
LA PRESSE CANADIENNE

Le Canadien a beau avoir réussi plusieurs belles remontées depuis le début de la saison, il ne peut pas continuer à se retrouver en arrière au pointage, surtout quand l'avantage numérique est coincé au neutre.

Mardi, face aux Hurricanes de la Caroline, la troupe de Claude Julien était en arrière au pointage après vingt minutes pour un cinquième match de suite. Chaque fois, le Tricolore s'est incliné (0-3-2).

« C'est certain qu'un but en première période nous aiderait à prendre le rythme, à prendre confiance, a reconnu Phillip Danault après la défaite de 2-1 face aux Hurricanes. Ce que j'aime, c'est que nous n'avons pas lâché, même à 2-0. Nous avons joué avec énergie en troisième période. Mais si nous pouvions marquer un ou deux buts en début de match, ça aiderait. »

Le Canadien a marqué seulement deux buts contre huit pour ses rivaux lors des vingt premières minutes de ses cinq défaites d'affilée. La bonne nouvelle est toutefois que le jeu défensif semble se resserrer tranquillement, et le retour de Shea Weber devrait aussi aider dans ce département.

« Nous avons appris beaucoup de choses sur notre système défensif, a noté Danault. Nous exécutons mieux les détails et nous réussissons à jouer des matchs plus serrés, ce qu'il faut faire si nous voulons gagner des matchs. Ça va dans la bonne direction. »

Ce qui demeure toutefois une énigme pour le Canadien, c'est l'efficacité en avantage numérique. Même si le Tricolore a marqué trois buts en seize occasions pour une efficacité de 18,75 % au cours de sa série de revers, les entrées de zone demeurent laborieuses.

Mardi, malgré un barrage de 49 tirs au but face aux Hurricanes, le Canadien a atteint le cadre du filet seulement quatre fois en trois avantages numériques. Le Bleu-blanc-rouge a obtenu une occasion en or de créer l'égalité quand Justin Williams a été puni pour avoir fait trébucher Jonathan Drouin avec 6 min 06 s à faire, mais il n'a décoché que deux tirs au but et s'est heurté au gardien Curtis McElhinney.

« Il y a des soirs où il est très difficile de rentrer en zone adverse avec la rondelle, a admis l'entraîneur Claude Julien. Nous avons encore travaillé cet aspect-là en matinée. C'est un travail qui est exigeant d'un côté, et c'est frustrant pour nous aussi. »

« Je vois des choses pendant les



Shea Weber et son coéquipier Jonathan Drouin défendant leur but en première période, mardi soir, lors de la défaite du Canadien contre les Hurricanes de la Caroline par la marque de 2 à 1

PAUL CHIASSON LA PRESSE CANADIENNE

Mardi, le Canadien a atteint le cadre du filet seulement quatre fois en trois avantages numériques

matchs. Peut-être que nous nous compliquons la vie en voulant trop en faire. Malgré tout ça, il faut prendre la responsabilité et dire que l'avantage numérique n'est pas assez bon. C'est quelque chose qui peut vous permettre de gagner des matchs comme celui de [mardi] soir. »

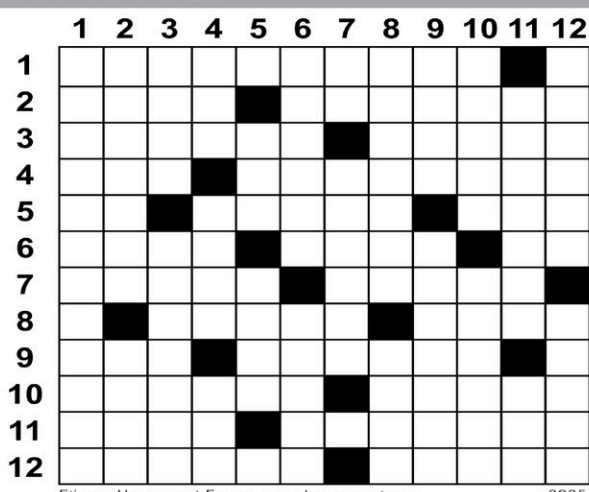
Avant les matchs de mardi, le Canadien occupait le 30^e rang en matière d'efficacité en avantage numérique depuis le début de la campagne à 14,9 %.

La présence de Weber devrait aider cet aspect du jeu. Posté au haut du cercle des mises en jeu à la droite du gardien

dans une formation parapluie, Weber devrait trouver le moyen d'inscrire plusieurs buts d'ici la fin de la campagne.

Le Canadien profitait d'une journée de congé mercredi et aura ensuite deux séances d'entraînement pour continuer à peaufiner son travail en avantage numérique. Il aura ensuite deux défis bien différents devant lui samedi et dimanche, alors qu'il accueillera dans l'ordre les Rangers de New York et les Sharks de San Jose. Les deux équipes représentent respectivement les dix-neuvième et première unités de désavantage numérique du circuit.

MOTS CROISÉS



Etienne Hannequart-Ferron www.hannequart.com 3935

HORIZONTALEMENT

- Endroit en désordre.
- Quelqu'un qu'on aime bien - Qui profite de son rôle.
- Recouvrir de sauce - Conformément à.
- Poème lyrique - Confédération nationale de syndicats.
- Drame nippon - D'une intelligence malicieuse - Du verbe naître.
- Mille-pattes - A remplacé la lire - Instrument d'architecte.
- Sans compagnie - Partie de la tête.
- Abdiquer - Vent froid et violent.
- Avant nous - Araignée à l'abdomen très développé.
- Sans limite - Un des premiers mots de bébé.
- Pindare en a écrit plusieurs - Dépasse les bornes.
- Il vit dans la vase - Eucharistie.

- Bouffarde - Ange de Lumière, déchu après sa révolte contre Dieu.
- Pour appeler - Qui n'a pas toute sa tête - Nagoya s'y trouve.
- Ancien bouclier - Lieu de délices.
- Pénurie - Surveillés.
- Au bas de la page - Qui est objectif.
- Rigide dans ses principes - Chef islamique.
- Détériorer - Zone sombre.
- Rapace diurne - Oeuvres littéraires.
- S'agiter d'un mouvement semblable à celui des ailes - Un peu de cheval.
- Livre sacré - Civile, fiscale ou scolaire.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
1 S O L I T I L O Q U E A R
2 C R E N E A U C I R E
3 A N U S S E C O N D E
4 N E R O L I O U T I L
5 D R U I S E L E T
6 A R I E T E T T U E R I E
7 L A F E R R E R E M
8 E L A N E R S T O P
9 E V A N G I L E S E
10 S N O B A L E S E E S
11 U T I L I T E S O N T
12 D I R E E T E I N T E

3934
SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

SUDOKU

par Fabien Savary

	5	3				6		1
				3	1			4
8				6				5
		2		8				3
	3		5					2
7	8			4				
		8				4		
	2	9	7			5	3	
1				9				

Niveau de difficulté : DIFFICILE

4071

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

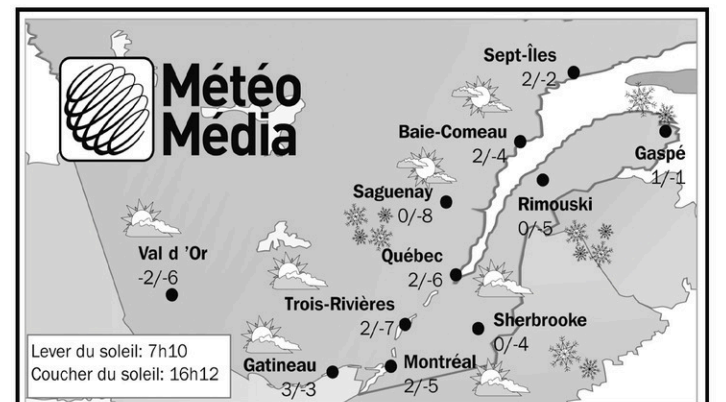
Solution du dernier numéro

9	5	2	8	4	1	7	6	3
7	1	6	2	5	3	9	4	8
4	3	8	9	7	6	5	2	1
3	4	1	7	8	2	6	5	9
2	6	5	4	1	9	8	3	7
8	9	7	3	6	5	4	1	2
1	7	9	5	3	4	2	8	6
5	2	3	6	9	8	1	7	4
6	8	4	1	2	7	3	9	5

4070

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Var 1/5	Nei -1/-6	Londres	Plu 14/9	Sol 11/6
Moncton	Nei 1/0	Var 1/5	Los Angeles	Ave 18/10	Sol 17/9
Saint-Jean	Nei 3/-1	Var 2/3	Mexico	Plu 18/11	Var 21/9
Toronto	Var 3/-1	Nei 2/0	New York	Sol 7/-1	Ave 5/1
Vancouver	Var 9/5	Plu 7/3	Paris	Plu 12/9	Sol 12/5
Winnipeg	Nei -3/-9	Var -5/-7	Tokyo	Ave 14/9	Sol 14/8

Montréal	Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
2	-5	-1/-6	-2/-4	4/1	
Ciel variable.	Ciel variable.	Ciel variable.	Ciel variable.	Pluie et neige (pdp 80%).	

Québec	Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
2	-6	-2/-10	-2/-9	0/-2	
Ciel variable.	Ciel variable.	Ciel variable.	Passages nuageux.	Neige (pdp 80%).	

Gatineau	Aujourd'hui	Ce soir	Demain	Samedi	Dimanche
3	-3	0/-6	1/-2	3/0	
Ciel variable.	Ciel variable.	Ciel variable (pdp 40%).	Ciel variable.	Pluie et neige (pdp 80%).	

Météo Média
meteomedia.com/video

IMPRÉVISIBLE.
COMME PRÉVU !
DÉCOUVREZ-EN PLUS

LITTÉRATURE

Margaret Atwood écrit une suite à *La servante écarlate*

AGENCE FRANCE-PRESSE

La servante écarlate, dystopie sur une Amérique cauchemardesque transformée en théocratie après un coup d'État, connaîtra une suite en septembre prochain, intitulée *Les testaments*, dont l'action se déroulera 15 ans après la fin du roman à succès adapté à la télévision, a annoncé mercredi son auteure, la romancière canadienne Margaret Atwood.

« J'écris une suite à *La servante écarlate*. *Les testaments* se déroule 15 ans après la dernière scène d'*Offred* et est racontée par trois personnages féminins », a tweeté M^{me} Atwood. Ce nouveau livre sera publié le 10 septembre 2019.

La Canadienne de 79 ans a accompagné sa publication d'un court message vidéo notant que « tout ce que vous m'avez demandé sur Gilead et son fonctionnement interne sert d'inspiration à ce livre. En fait, presque tout ! L'inspiration supplémentaire est le monde dans lequel on vit. »

La servante écarlate (*The Handmaid's Tale*) est un roman dystopique sorti en 1985 qui a vu son impact décuplé par son adaptation à la télévision, sous la forme d'une série dont la diffusion a commencé en avril 2017 sur la plateforme américaine Hulu. Au Québec, la version française de la série est disponible sur Club illico, un service de Vidéotron.

L'intrigue se déroule dans un futur très proche où les États-Unis ont été renversés par une dictature religieuse, la République de Gilead, à une époque où, pour des raisons environnementales floues, les humains ont vu leur fertilité s'effondrer.

Les rares femmes encore capables de



Le costume rouge porté par les femmes de la République de Gilead, qui rappelle les tenues de nonnes, s'est imposé comme un cri de ralliement aux États-Unis, en Argentine, en Irlande, en Belgique ou en Pologne.

BRAVO - HULU



Margaret Atwood

procréer, telle l'héroïne Offred, incarnée à l'écran par Elisabeth Moss, ont été transformées en esclaves sexuelles au service des dirigeants de Gilead, qui les violent au cours de cérémonies religieuses mensuelles.

Très vite, ce récit apocalyptique reléguant la gent féminine en objet s'est imposé pour les anti-Trump, mais aussi dans la foulée du mouvement #MeToo,

comme une parabole de la dérive conservatrice américaine et des agressions sexuelles subies par les femmes.

« Quand Donald Trump a été élu président en novembre 2016, *La servante écarlate* est devenue le symbole du mouvement contre lui, incarnant l'émancipation féminine et la résistance quant à la misogynie et au recul des droits des femmes », a fait valoir l'éditeur cana-

dien de M^{me} Atwood, la société McClelland & Stewart, filiale de la maison d'édition américaine Penguin Random House.

Le costume rouge porté par les femmes de la République de Gilead, qui rappelle les tenues de nonnes, s'est notamment imposé comme un cri de ralliement : omniprésent aux États-Unis pendant la bataille contre la confirmation à la Cour suprême du juge Brett Kavanaugh, accusé de tentative de viol quand il était lycéen, il est réapparu lors de manifestations pour les droits des femmes et le droit à l'avortement, ou ces derniers mois en Argentine, en Irlande, en Belgique ou en Pologne.

Plus de huit millions d'exemplaires de *La servante écarlate* ont été vendus en anglais dans le monde depuis 1985, selon un communiqué de la maison d'édition.

En deux saisons, la série télévisée a remporté six prix aux Emmy Awards, équivalents des Oscar pour la télévision américaine, pour 18 nominations. Et une troisième saison est en cours de production.

L'éditeur de M^{me} Atwood souligne que le livre *Les testaments* « n'est pas lié » à l'adaptation télévisuelle de *La servante écarlate*, qui, dans la deuxième saison, s'est écartée de l'œuvre originale.

Les testaments se déroule 15 ans après la dernière scène d'*Offred* et est racontée par trois personnages féminins

MARGARET ATWOOD



LITIGE

Statu quo sur les droits entourant le personnage de Caillou

Le personnage fictif est trimballé d'un tribunal à l'autre depuis deux décennies

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

La Cour supérieure a estimé lundi que l'intervention du tribunal n'était pas nécessaire dans le partage des droits entourant le personnage de Caillou puisque l'entente conclue en 2005 entre l'illustratrice Hélène Desputeaux et l'éditrice et fondatrice des Éditions Chouette, Christine L'Heureux, était valide.

M^{me} Desputeaux, la demanderesse, remettait en question la validité de l'entente de 2005, prétendant notam-

ment que M^{me} L'Heureux « ne dispose plus des droits moraux sur le personnage Caillou et qu'elle ne peut plus se prétendre coauteure de l'œuvre ». Une requête rejetée par le juge Babak Barin.

« Ni la portée ni l'objet de la Transaction [l'entente de 2005] ne sont ambigus. Le fait que presque quatorze ans plus tard, les parties entretiennent une divergence d'interprétation quant à son objet ou sa portée ne signifie pas qu'il existe une difficulté réelle nécessitant l'intervention de ce Tribunal », a-t-il conclu dans son jugement.

« Il n'y a rien de nouveau là. Caillou a

bien deux mamans, nos accords sont tous bons et applicables », a réagi le dirigeant des Éditions Chouette, Simon Payette.

L'entente de 2005, prévoyait un partage des redevances entre l'illustratrice et l'éditeur Chouette. Hélène Desputeaux garde ainsi l'entièreté des droits sur les textes et les illustrations de Caillou créés de 1989 à 1995. Les Éditions Chouette peuvent continuer d'exploiter l'image du personnage avec un bonnet, comme il est apparu dans son catalogue après l'éclosion du litige. L'enfant semblait donc avoir non pas



HÉLÈNE DESPUTEAUX

une, mais bien deux mamans.

Sans statuer sur qui est titulaire des droits d'auteurs, le juge Barin invite les parties à se référer à l'entente de 2005, estimant « qu'une relecture contextuelle ou même stricte de la Transaction ne permet pas de déceler une renonciation claire et non équivoque de la part de L'Heureux à ses droits moraux sur le personnage Caillou ».

De son côté, M^e Normand Tamaro, qui représente M^{me} Desputeaux, y voit tout de même une victoire. « Le jugement vient confirmer qu'elle est bien titulaire des droits sur son œuvre originale, telle que présentée avant 1995. Ça vient lui donner plus de crédibilité qu'un juge le dise. »

Pourtant, il n'y a « ni gagnant ni perdant », aux yeux de Pierre Trudel, professeur à l'Université de Montréal, spécialisé notamment en droit de la propriété intellectuelle. « Le jugement vient dire qu'il n'y a pas lieu d'interpréter autrement, qu'il s'agit maintenant d'appliquer le contrat de transaction conclu il y a quelques années, même si les parties ne s'entendent pas sur sa lecture. Ça met fin au conflit », explique-t-il.

À LA TÉLÉ

Notre choix ce soir

Joyeux temps...

Ceux qui espéraient un résumé du début de la session parlementaire saute *Infoman* seront déçus : sa série d'émissions spéciales du temps des Fêtes débute ce soir aux îles de la Madeleine. Infoman, Radio-Canada, 19h30

Dissiper les brumes

La primatologue Dian Fossey, immortalisée dans le film biographique *Gorilles dans la brume*, a été assassinée dans des circonstances troubles dans les années 1980. Cette enquête en trois parties tente d'éclaircir ce mystère... Dian Fossey : secrets dans la brume, Canal D, 21h

Les réseaux sociaux et vous

Un sondage sur notre rapport aux réseaux sociaux sera dévoilé dans une édition toute consacrée à cette tendance médiatique contemporaine. Dans les médias, Télé-Québec, 21h
Amélie Gaudreau

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
ICI RC Télé	Le Téléjournal avec Patrice Roy	District 31	Infoman	Les dieux de la danse	Enquête				Le Téléjournal	Sports express	23h05	Entrée principale	
TVA	TVA nouvelles	Le Tricheur	Face à la rue	J.E.	Ninja Warrior: Le parcours ultime / Finales à Minneapolis				TVA nouvelles	22h35 Denis Lévesque	23h35	SOIS BELLE ET TUE...	
TQ	Pat'Patrouille	Passager	Génial!	McSween	180 jours		Dans les médias		House of Cards (v.f.)		Une identité dans la diversité	Génial!	
V	Souper parfait	Occupation	The Amazing Race		Bootcamp: Le parcours extrême		Chicago Police / Confidentiel		Rousseau	22h45	Occupation double	NVL	Moment V
ICI RDI	Le National	RDI économie	24/60		Les grands reportages		Le Téléjournal		Mordus de politique		Le National	Le National	24/60
TV5	17h50 Champi...	Journal FR	La vie aux sommets		Devoir d'enquête / Raptus parentaux: loin des yeux, près du coeur		Anomalia		Journal/ C à dire		Journal Afrique	C à vous	
D	Le convoi de l'extrême	Destination cauchemar		Docu-D		Dian Fossey: Secrets		Dian Fossey: Secrets		Dian Fossey: Secrets		Palais	
VIE	De taudis à logis	La vie avec des quintuplés		La famille Groulx		Le Club Mel		Jazz: Ado	Jazz: Ado		Spaces	Pimp garage	Cinéma
MAX	Bones / Dans la peau de l'ours	Le mentaliste / Frères de sang		Chicago Med		Une place à prendre		Lucifer		X-Files: Aux frontières du réel		Chicago Med	
VRAK	Switched / Le coeur serré	Jérémie	Clash		Les Foster / Maman		La famille royale		Teen Wolf		Jérémie	Filles fauchées	Hors d'ondes
RDS	17h00 Le 5 à 7 / Hockey 360° (D)		LNH Hockey / Rangers de New York c. Sénateurs d'Ottawa (D)						L'antichambre (D)		Sports 30	Images/sec.	FIFA Soccer
HISTORIA	Plus grands que nature	Fous bolides	Fous bolides		Hitler déclassifié		Sur le pied de guerre		FantomWorks		FantomWorks		FantomWorks
ICI ARTV	17h30 L'appel	L'appel du coeur / Tentations	Mr Bean		Lumière sur... / Sonia Benezra		Grantchester		Grantchester		NELLY (2016) Mylène Mackay.		
EXPLORA	Animal Fight Club (v.f.)	Le grand blanc		Planète: Attention danger		Astronaute: le camp des recrues		Repères	Prouesses d'ingénierie		Ajustez cerveau		Chien et enfant
SERIES+	Rizzoli & Isles	La loi et l'ordre: Crimes sexuels		Quantico / Spéculations		Secrétaire d'Etat / Refuge		Bull (v.f.) / Hacker contre hacker	Scandale / La liste		Graceland		
Z	Les pires chauffards québécois	Seuls et tout nu		Les Brown: génération Alaska		Maripier!	Comédie	Dans l'net	South Park		LE COGNEUR (1975) Bud Spencer.		
C. SAOVOIR	18h20 L'ONU	Ombre doute	19h25 L'ONU	Semaine Verte	Nature/ Savoir / Publication uni.	Dactylo	Hollywood	22h20 L'ONU	Arrêt monde	Uranium	23h50	Capsule	VuesDe/ Echo
EVASION	Les routes mythiques	360° / Mexique		Spots de baignade secrets		Tous à bord		Bikinis et mer	Bikinis et mer		Bienvenue chez nous		Lydiane autour
TFO	Maxi/ Mirette	S.O.S./ Top!	Flip	Métiers/ Top!	Doc junior	Motel Monstre	VALLEY OF LOVE (V.F.) (2015) Isabelle Huppert.	22h40	Amélie	23h05	Miam!	Petite mosquée	Doc junior
Cinéma	17h20 LA PENICHE DU BON...	19h10 LA MAIN AU COLLET (1954) avec Cary Grant, Grace Kelly.	19h05 MOI, BELLE ET JOLIE (2018) Amy Schumer.		CHARRADE (1963) avec Cary Grant, Audrey Hepburn.	LARGUEES (2017) Amy Schumer.	22h35	TADOUSSAC (2017) Isabelle Blais.					Cinéma
Planète	Rochefort en baskets	Or maison	L'Antiquité		Champs de bataille		Sublimes bars du monde / S'isoler dans l'espace		Dans l'oeil du crocodile				
MATV	514 Undisco.	CityLife	Frontenac	Archéo-Ville	Mille visages	La Scène	Nous sommes la ville		CityLife	514 Undisco.	ART Impact	Curious City	
CBC	CBCNews	Politics	Investigator	Coronation St.	Dragons' Den / Holiday Special		From the Vaults		CBC News: The National		CBCNews	Reflections	Coronation St.
CTV	CTV News Montreal	eTalk	The Big Bang	The Big Bang	Young Sheldon	The Big Bang	The Big Bang	Law & Order: S.V.U.	CTV National	News Montreal	0h05	Daily S.	
GBL	Global National	Global News	E.T. Canada	Ent. Tonight	The Good Place	Will & Grace	I Feel Bad	S.W.A.T. / Day Off	Global News	23h35	The Late Show		
ABC	News	News	Local 22 News	Inside Edition	Olaf's Frozen	Toy Story	The Wonderful World of Disney: Magical Holiday Celebration		News	23h35	Jimmy Kimmel Live		
CBS	Channel 3 News at 6 p.m.	Evening News	Ent. Tonight	The Big Bang	Young Sheldon	Mom	Murphy Brown	S.W.A.T. / Day Off	News	23h35	The Late Show		
NBC	6pm News	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	Jurassic Lego	Will & Grace	I Feel Bad	Law & Order: S.V.U.	11pm News	23h35	The Tonight Show		
PBS (33)	PBS NewsHour	HOWARD ZINN: YOU CAN'T BE NEUTRAL ON ...	Chet Atkins: Certified Guitar Player		Rick Steves	Rick Steves'	Amanpour & Company		Business				
PBS (57)	News	Business	PBS NewsHour		Sarah Brightman: Hymn		Feel Better Fast and Make It Last With Daniel Amen, M.D.		Amanpour & Company				
UNIS	Echappe	Cochon dingue	Fillles de moto	Louis la faune		A plein gaz	Guides d'aventures	Hors série	File d'attente	Peaky Blinders			Direction: Sud
HBO	Cinéma	It Will Be Chaos		20h05 Drew Michael Special		All Def Comedy	All Def Comedy	All Def Comedy	All Def Comedy	All Def Comedy	All Def Comedy	All Def Comedy	Camping
AddikTV	GUERRE (2007) avec Jason Statham, Devon Aoki, Jet Li.		Recherché / Le réseau	Mr. Robot		Rançon / La cliente			Blue Moon				L'exorciste
TVA Sports	17h30 TVA sp.	Le TVA sports	Avant-match	LNH Hockey / Coyotes de l'Arizona c. Predators de Nashville (D)				Dave Morissette en direct		Le TVA sports			LMS Soccer
11/29	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Parole d'enseigne!

ODILE TREMBLAY



La grande enseigne Archambault Musique, du haut de ses douze mètres, interpellait les passants à l'angle de Berri et Sainte-Catherine. Elle devait nous parler fort de musique, de partitions, de livres, de CD, de DVD, de tout cet univers culturel qui change si vite aujourd'hui, pour qu'on ait eu envie de se cramponner à son repère; sorte d'étoile urbaine qui montrait le nord, par-delà la dématérialisation des plateformes musicales et les ventes de livres en régression.

Depuis 1930, il en aura vu passer, du monde, sur son coin de rue dans son ancien quartier rouge, ce long panneau art déco surplombé d'une lyre : des musiciens de jazz américains qui se produisaient dans les boîtes au cours de la prohibition américaine et achetaient des disques et des instruments après avoir franchi son seuil jusqu'aux révolutions des carrés rouges avec les manif déamarrées au parc Émilie-Gamelin en face et les folles nuits de spectacle en plein air.

Une enseigne n'est pas une enseigne, c'est parfois un signal vertical accroché au coin d'une grande artère, soudain dévissé, gisant à l'horizontale lundi matin au grand dam des passants

De son observatoire défila la faune grouillante et résonnante du centre-ville, les visages de la zone, les artistes et errants de tout poil, le vibrant poète Claude Péloquin avec sa rage au ventre, croisé un jour là-bas, qui vient de partir et à qui on lève son chapeau. On vit de symboles.

Une enseigne n'est pas une enseigne, c'est parfois un signal vertical accroché au coin d'une grande artère, soudain dévissé, gisant à l'horizontale lundi matin au grand dam des passants. Ce qui nous valut tout un tohu-bohu. Pensez donc, le panneau Archambault Musique venait d'être retiré de son socle par une grue actionnée, comme ça, sans crier gare en début de semaine!

Une chance que les gens protestent désormais quand des icônes de leur passé leur sont arrachées, qu'elles aient une valeur patrimoniale reconnue ou pas. Le grognement part de la base, amplifié par les médias traditionnels et sociaux. En haut lieu, tout à coup ces volte-face... La Ville de Chambly, prise dans la tourmente, entreprend soudain de reconstruire à l'identique (alors qu'elle aurait pu et dû restaurer l'originale) la maison Boileau du patriote après les hauts cris et les veillées d'armes aux lendemains de sa révoltante démolition. La mairesse de Montréal, Valérie Plante, vole au secours de l'enseigne d'Archambault, malgré des flottements municipaux préalables quand le ton monte sur le macadam.

L'arrondissement Ville-Marie récupère le panneau du scandale pour le relocaliser on ne sait où. Celui-ci, restauré il y a quelques années, s'évitera du moins la déchéance du dépôt. Vox populi.

• • • • •

Signe des temps, ce commerce emblématique d'Archambault, repris par Renaud-Bray en 2015, avait réduit sa taille, le rez-de-chaussée occupé depuis quelques semaines par la radio Qub, média numérique de Québec, maître de céans. Renaud-Bray évoque une décision du propriétaire de retirer l'enseigne. Dans l'empire médiatique, des voix assurent n'avoir réclamé qu'un déplacement de quelques mètres sur la façade, lequel aurait été refusé par la ville. Chacun se renvoie la balle. Après le tollé, toutes les parties disent vouloir protéger l'objet du litige. Il est bien tard...

Tant de vieux palaces cinématographiques de Montréal se sont dégradés sous nos yeux, leurs marquises mangées par la rouille, leurs intérieurs baroques abandonnés aux pigeons

Les mésaventures des enseignes de la Farine Five Roses et de la pinte de lait géante, sauvées de la destruction à la suite des rugissements médiatiques et citoyens, auraient pu créer un précédent pour la survie des emblèmes urbains rococo à vocation publicitaire, transformés en points de repère collectifs. Mais changer les mentalités commande du temps. Ça prendrait des inventaires précis, une éducation citoyenne, plus de balises. Ces objets non patrimoniaux sont vulnérables, facilement rayés de la carte par des intérêts d'entreprises. On y tient pourtant, renvoyés par eux à l'album de souvenirs et aux photos d'archives.

Même classés, faut voir quel sort attend bien des témoins du passé... Tant de vieux palaces cinématographiques de Montréal se sont dégradés sous nos yeux, leurs marquises mangées par la rouille, leurs intérieurs baroques abandonnés aux pigeons, comme le Séville et le York, estampillés par patrimoine pourtant. Leurs propriétaires les laissent pourrir, avant d'évoquer l'état lamentable des lieux afin d'obtenir des permis de démolition : « Une menace pour la sécurité des passants! On construit! Hop, là! » Ça se vérifie pour toutes sortes de sites, souvent d'immense valeur.

On a beau appeler à un resserrement des lois sur les biens patrimoniaux, à la sensibilisation des promoteurs et des municipalités, reste aussi ce besoin de vigilance collective. Du moins, sent-on monter une volonté de préservation, trop longtemps engourdie, chez les Québécois, avec caisse de résonance immense des médias sociaux. Eux souvent si frivoles, de nouveaux gardiens de la mémoire? Précieux alliés parfois, eh oui...



Sur cette photo, un employé de Facebook garde un œil sur le contenu politique publié sur la plateforme géante.

JEFF CHIU ASSOCIATED PRESS

III INTERNET

Un projet pour surveiller et analyser la désinformation en ligne

Le Forum des politiques publiques veut savoir qui publie quoi et comment les faussetés se propagent

PHILIPPE PAPINEAU
LE DEVOIR

« Le monde devient encore plus compliqué pour les médias et la vérité! » lance au *Devoir* Ed Greenspon, le président et directeur général du Forum des politiques publiques (FPP). C'est en quelque sorte la prémisse du Digital Democracy Project, la nouvelle initiative qu'il lance avec l'École de politiques publiques Max Bell de l'Université McGill.

Le FPP, auquel on doit l'important rapport *Le miroir éclaté* sur l'état des médias au pays, mènera ce projet qui va courir sur plusieurs années. L'objectif est d'une part de faire une veille en temps réel sur la désinformation qui court en ligne, puis d'analyser les données et de proposer des façons de faire pour que les institutions publiques puissent agir effacement contre ce mal.

Chose certaine, le patron du FPP estime que le statu quo n'est pas une option

« Au Canada, résume M. Greenspon, on a peu de connaissances sur ce qui se passe vraiment dans l'écosystème médiatique et ce qui y est publié par ceux qui tentent de diviser et désorienter les Canadiens pour que se répandent leurs propres visions idéologiques, commerciales et géopolitiques. »

Seuls quelques cas au pays ont permis de saisir les dangers des zones d'ombre du Web. M. Greenspon donne l'exemple de l'auteur de la tuerie à la



Au Canada, on a peu de connaissances sur ce qui se passe vraiment dans l'écosystème médiatique

ED GREENSPON



grande mosquée de Québec, Alexandre Bissonnette, qui « a passé beaucoup de temps en ligne à nourrir son anxiété sur des sites de tueries de masse », ou du conducteur qui a happé des femmes à Toronto. « Il y a dix ans, il aurait été un individu isolé, mais là, il a trouvé un clan. »

Propagation

Pour le Digital Democracy Project, M. Greenspon travaillera avec le professeur Taylor Owen, de McGill. Déjà, en août, les deux avaient travaillé sur une étude sur le même sujet que ce projet de veille en ligne. Le FPP et l'École de politiques publiques Max Bell fourniront des équipes, mais d'autres spécialistes devront être engagés.

M. Greenspon veut mener une veille sur ce qui est publié en ligne, par qui, et

comment cela se propage.

Il donne l'exemple d'une fausse information liant la caravane des migrants au milliardaire George Soros. La fausseté, qui émanait d'une seule personne, a fini par rejoindre 125 millions de personnes en quelques jours. « Et plus tard, une série de bombes à tuyau ont été découvertes, dont la première était destinée à M. Soros. Il y a plein d'hystérie dans ces sphères-là et le Canada a besoin d'un centre de recherche. »

L'élection fédérale

Le Digital Democracy Project vise trois piliers dans ces futures recommandations : les entreprises médiatiques, les chercheurs universitaires et ceux qui écrivent les politiques publiques.

Le premier jalon dans le parcours de l'équipe du projet : l'élection fédérale d'octobre 2019. M. Greenspon ne croit pas que ce délai soit trop rapproché pour son initiative. « Il y avait déjà des mesures proposées dans notre dernier rapport, des enjeux de transparence, particulièrement. Il faut par exemple des archives en temps réel des publicités, des acheteurs des publicités, et du public cible des annonceurs. »

Chose certaine, le patron du FPP estime que le statu quo n'est pas une option, et qu'il faudra que collectivement les Canadiens se demandent « quoi faire de ceux qui propagent volontairement des faussetés pour piéger les gens ». « Il y a des pays qui ont adopté des lois. C'est un enjeu très délicat, parce qu'on ne peut pas contrevenir à la liberté d'expression. Ça doit être une conversation. »

À LIRE



FONDATION MACARTHUR

Retrouvez notre critique des Variations Goldberg, interprétées mercredi soir par le pianiste **Jeremy Denk** dans le cadre du **Festival Bach Montréal**, sur toutes les plateformes numériques du *Devoir*.



DAVID CANNON

Lisez notre critique du spectacle *De la glorieuse fragilité* de la chorégraphe **Karine Ledoyen** présentée mercredi soir à l'Agora de la danse, à Montréal, sur toutes les plateformes numériques du *Devoir*.

EN BREF

Véronique Cloutier animera les Gémeaux

C'est Véronique Cloutier qui animera la 34^e soirée des prix Gémeaux, diffusée à Radio-Canada le 15 septembre prochain. Elle succède ainsi à Jean-Philippe Wauthier, qui a animé les trois éditions précédentes (les deux premières avec Éric Salvail). Véronique Cloutier n'en sera pas à ses premières armes à la barre de la fête de la télévision, qu'elle a déjà animée cinq fois.

La Presse canadienne